



## **Déclaration liminaire CGT Finances Publiques**

### **Comité Social d'Administration Local de la DGE – mardi 11 juin 2024**

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs

Dès son 1<sup>er</sup> mandat en 2017, Emmanuel Macron s'est présenté comme le meilleur barrage comme l'extrême droite. Partant de là, toute sa politique aurait dû être tournée vers la satisfaction des attentes de la population en termes économiques, sociaux et de libertés publiques.

Qu'en a-t-il été ? Outre le mépris, la liste est longue des promesses non tenues auxquelles s'ajoute une politique soumise au diktat de l'ultra-libéralisme et des politiques anti-sociales.

Attaques contre l'assurance chômage, les retraites, le Code du travail avec, par exemple la facilitation des licenciements, affaiblissement des services publics pourtant essentiels à la population, projet de loi Guérini, hausse massive des prix, priorité au budget de l'armement, loi asile immigration, utilisation à outrance de l'article 49-3, crise du logement, politique agricole à contre sens, inaction climatique, politique en faveur des plus riches et des multinationales, etc.

En France, 9,3 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 12 millions de personnes vivent en situation de précarité énergétique, 8 millions de personnes ont besoin de l'aide alimentaire pour manger. Une étude récente dévoile que 22 % de la population française est à découvert dès le 17 du mois. 6 millions de personnes sont au chômage. Les milliards de cadeaux fiscaux qui profitent majoritairement aux grands groupes ne favorisent pas l'emploi et vident les caisses de la sécurité sociale. Pendant ce temps, les dividendes ruissellent vers le haut et les 500 familles les plus riches de France ont doublé leur richesse durant le 1<sup>er</sup> quinquennat, passant de 570 milliards en 2017 à 1000 milliards en 2021.

En conséquence, de nombreux mouvements de contestations contre plusieurs réformes ont eu lieu, en zone rurale comme en zone urbaine, des gilets jaunes jusqu'au récent salon de l'agriculture, en passant par des manifestations et des grèves de grande ampleur face auxquels le gouvernement est resté sourd et a même poursuivi sa politique de la terre brûlée. La répression des manifestations a été particulièrement violente et sanglante.

Lors de ces événements, de nombreuses occasions de dissoudre l'Assemblée Nationale se sont présentées, mais c'est dimanche soir, à l'issue du scrutin européen qu'Emmanuel Macron a annoncé sa décision de le faire le jour même prenant prétexte du résultat de Rassemblement National.

A quel jeu le démiurge a-t-il décidé de jouer ? Le risque pris, dans une période particulièrement inadaptée tant au plus national qu'au plan international, montre une bascule dans une stratégie du chaos. Chez les macronistes, on qualifie cela de courage !!

Mais une fois de plus, c'est la grande majorité de la population qui risque de payer le prix fort de ce déni de démocratie. Rappelons ici, que le 25 mai en déplacement à Tourcoing, E Macron avait dit qu'il ne dissoudrait pas l'AN. Un grand mensonge de plus s'ajoute à la liste sans fin.

Le vote de dimanche est le reflet de l'incapacité du gouvernement à répondre aux besoins de la population dont une partie se tourne vers la droite et l'extrême droite pensant trouver ainsi une réponse à quantité de leurs problèmes et voir ainsi pris en compte leur immense mécontentement.

La population veut des augmentations de salaires et de pensions, des emplois non précaires, le retrait des contres réformes prises ces dernières années, le renforcement de tous les services publics, elle veut aussi la paix et l'arrêt immédiat de tous les massacres ainsi que l'arrêt de la sur-enchère guerrière à laquelle se livre le petit monarque.

Depuis de nombreuses années, la CGT n'a cessé d'alerter sur les dangers de ces politiques brutales et régressives. En voulant exprimer leur ras-le-bol d'Emmanuel Macron, de son mépris et de sa politique, des électeurs salariés, fonctionnaires, jeunes, retraités, privés d'emplois ont choisi un camp qui n'est pas le leur. Il n'y a qu'à voir les choix de votes des élus extrême droite tant à l'Assemblée Nationale qu'au Parlement Européen.

La CGT les appelle, ainsi que tous les abstentionnistes à s'organiser pour participer aux scrutins des 30 juin et 7 juillet en faveur des forces qui œuvrent pour le progrès social et économique, contre les inégalités, pour la défense des droits de la population et des libertés publiques, contre le racisme et le danger du fascisme, pour la paix et la démocratie.

Concernant la présente instance convoquée ce jour et qui comprend de très nombreux sujets à l'ordre du jour, nous relèverons quelques points dans ces propos liminaires.

A nouveau nous déplorons la forte hausse du périmètre 2024 de la DGE, hausse qui s'ajoute aux précédentes, sans que les effectifs ne suivent la même progression.

S'agissant de l'Observatoire interne de la DGE, 142 agents ont répondu à l'enquête soit un taux de 44 %.

Ce qui en ressort dans l'item « état d'esprit des équipes » est que 39 % des agents se sentent fatigués contre 36 % pour l'ensemble de la DGFIP. 30 % sont désabusés, et 10 % sont heureux, 16 % sont confiants et 9 % enthousiastes.

A 54 % les agents pensent que la DGE n'évolue pas dans le bon sens et 44 % que le rythme du changement au sein de la Direction est trop rapide.

Concernant les informations transmises via le tableau de bord de veille sociale de la DGE, il apparaît une fois de plus un chiffre préoccupant du nombre d'écêtements atteignant en 2023 plus de 2 162 heures pour toute la DGE soit 1,34 équivalent temps plein travaillé (ETP) offert à l'administration.

La surcharge de travail est évidemment à l'origine de cette situation qui appelle des réponses adaptées de la Direction.

Pour notre part, nous réclamons toujours, outre le renfort de tous les services, la création d'une cellule de renfort, le tout permettant de faire face aux charges qui explosent et aux absences prolongées.